



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

DREAL Grand Est
Service prévention des risques anthropiques
POLYGONE Bâtiment A
5 rue Hinzelin
CS 50551
57009 METZ CEDEX
pra.spra.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le vendredi 30 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NOVACOGE - NOVACARB

La Madeleine
34 rue Gilbert Bize
54410 Laneuveville-Devant-Nancy

Références : SPRA-PRA-26-R-48
Code AIOT : 0006200297

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement NOVACOGE - NOVACARB implanté La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 Laneuveville-devant-Nancy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection en objet a porté sur le suivi des échéances relatives à la précédente visite de 2025 concernant les tuyauteries de gaz naturel exploitées par la société NOVACARB SAS, sur le territoire de la commune de Laneuveville-devant-Nancy (54410), au niveau de l'établissement NOVACOGE.

Cette visite a été réalisée dans le cadre du courrier DREAL référencé SPRA-PRA-25-B-139 du 5 juin 2025.

Le référentiel de cette inspection est constitué du Code de l'environnement ainsi que de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié, relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVACOGE - NOVACARB
- La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 Laneuveville-devant-Nancy
- Code AIOT : 0006200297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NOVACARB SAS est autorisée à exploiter sur le site de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY une centrale de cogénération au gaz naturel réglementée par l'arrêté préfectoral 1998-425 du 23 novembre 1998 modifié. À ce titre, elle est autorisée au titre de la rubrique n°3110 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
2	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
6	État des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2 (partiel)	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Protection cathodique des tuyauteries de gaz naturel	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2 (partiel)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Contenu de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16-III (partiel)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Contrôle de l'étanchéité de la tuyauterie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'Inspection de l'environnement ont mis en évidence que les prescriptions du courrier susmentionné sont respectées. Néanmoins, dans le cadre de la visite, de nouvelles non-conformités ont été relevées par l'Inspection. En conséquence, des demandes d'actions correctives ont été formulées et un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à la signature de Monsieur le préfet.

Le contexte, les constats ainsi que leur analyse sont présentés dans les fiches de constat du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/01/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 05/12/2025
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :

[...]

- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

Constats :

Lors de la précédente visite, l'Inspection avait constaté la présence du dossier d'exploitation demandé pour la tuyauterie de gaz naturel de diamètre nominal 150 et de pression de service 51 bar. La vérification de ce dossier avait toutefois mis en évidence plusieurs insuffisances, notamment une identification incomplète de la tuyauterie et de son accessoire de sécurité, des incohérences relatives à la pression de service et au tarage de la soupape du poste de livraison Natran, ainsi que des lacunes dans le programme de contrôle et les données techniques associées.

Lors de la présente visite, l'Inspection a examiné les dossiers d'exploitation des tuyauteries de gaz naturel suivantes :

- les tuyauteries de diamètre nominal 250 et de pression de service 4 bar reliant le poste de détente interne à l'établissement aux brûleurs des TAG L1 et L2 ;
- les tuyauteries de diamètre nominal 100 et de pression de service 51 bar reliant le poste de détente interne à l'établissement aux brûleurs des TAG L1 et L2 ;
- la tuyauterie de diamètre nominal 150 et de pression de service 51 bar reliant le poste de détente de Natran au poste de détente de Novacogé.

Au regard des éléments examinés, les observations formulées par l'Inspection lors de la précédente visite peuvent être levées.

Néanmoins, lors de la visite, l'Inspection a constaté que le dossier relatif aux tuyauteries susmentionnées, de diamètre nominal 250 et de pression de service de 4 bar, ne précise pas la pression d'ouverture de la soupape destinée à les protéger contre les surpressions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra préciser, au sein du dossier relatif à la tuyauterie de diamètre nominal 200 et de pression de service de 4 bar, la pression d'ouverture de la soupape.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/01/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 05/09/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>[...]</p> <p>V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.</p> <p>[...]</p> <p>Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, il avait été constaté que l'exploitant ne disposait pas d'un accessoire de sécurité dédié à la tuyauterie de gaz naturel de diamètre nominal 150 et de pression de service 51 bar.</p> <p>Lors de la présente visite, il a été constaté que le dossier de suivi de la tuyauterie susmentionnée précise désormais que l'accessoire de sécurité associé à cette tuyauterie est la soupape située au sein du poste de livraison exploité par Natran. Cet accessoire fera désormais l'objet d'une vérification lors de chaque inspection réglementaire, l'exploitant disposant des clés du poste lui permettant d'accéder à l'équipement.</p> <p>L'Inspection a consulté l'attestation de tarage de ladite soupape, laquelle mentionne une pression d'ouverture conforme, fixée à 51 bar. Il est toutefois à noter qu'une incohérence subsiste sur la plaque de l'équipement, laquelle indique une pression de 52 bar.</p> <p>Par courriel en date du 16 janvier 2026, l'exploitant a indiqué être dans l'attente d'une intervention de Natran afin de corriger la mention figurant sur la plaque de la soupape du poste de livraison et de la mettre en conformité avec la pression de réglage de 51 bar.</p> <p>Par ailleurs, à la suite du constat relatif à l'absence d'information concernant la pression d'ouverture de la soupape de sécurité dans le dossier de la tuyauterie de gaz naturel de diamètre nominal 250 et de pression de service de 4 bar, l'exploitant a déclaré à l'Inspection de l'environnement, par échange téléphonique en date du 20 janvier 2026, que la soupape</p>

protégeant cette tuyauterie est dimensionnée pour une ouverture à une pression de 5,5 bar, ce qui constitue une non conformité à la prescription susvisée.

L'exploitant a déclaré lors de cet échange téléphonique engager une démarche auprès d'un organisme habilité en vue d'augmenter la pression de service de celle-ci dans le cadre d'une modification notable de l'équipement sous pression. À cet effet, et afin de vérifier, au moyen d'une note de calcul, la tenue de la tuyauterie à une pression de service de 6 bar, une prise d'échantillon par étincelage sur la tuyauterie est prévue afin de caractériser la nuance d'acier par spectroscopie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les justificatifs permettant de démontrer que la plaque a bien été corrigée.

En cas d'augmentation de la pression de service de la tuyauterie de gaz naturel, l'exploitant devra également réaliser, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, un porter à connaissance auprès de Monsieur le préfet. L'impact de cette modification de la pression de service devra être pris en compte par l'exploitant dans le cadre de l'étude de dangers en cours de révision.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Protection cathodique des tuyauteries de gaz naturel

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2025

Prescription contrôlée :

[...]Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.[...]

Constats :

Lors de la précédente visite, l'Inspection avait relevé des non-conformités relatives à la protection cathodique des tuyauteries enterrées, mises en évidence lors de la requalification périodique. Celles-ci avaient conduit à l'identification d'une anomalie sur la tuyauterie de gaz naturel de diamètre nominal 100 et de pression de service 51 bar alimentant la TAG1, ainsi qu'à la déconnexion de sa protection cathodique et à la formulation de recommandations de travaux et de mise en place d'une télésurveillance.

Lors de la présente visite, l'Inspection constate, sur la base de la consultation par sondage du rapport de la société CJP Expertise, révision 0 du 18 avril 2025, que la protection cathodique des cinq tuyauteries de gaz naturel est désormais conforme aux exigences de la norme ISO 15589-1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contenu de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16-III (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/01/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 05/09/2025
Prescription contrôlée : L'inspection périodique est conduite en tenant compte : - de la nature des dégradations susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité de l'exploitation de l'équipement ; [...]
Constats : Lors de la précédente visite, il avait été constaté que le programme de contrôle de l'exploitant, référencé PC-TUY-GN-Novacogé-1 DN150 Rév. 1 et relatif à la tuyauterie de gaz naturel de diamètre nominal 150 et de pression de service 51 bar, prévoyait une vérification visuelle annuelle de l'état des émergences de sol ainsi qu'un contrôle de l'efficacité de la protection cathodique, sans toutefois intégrer de contrôles spécifiques portant sur le risque de dégradation du revêtement de la partie enterrée de la tuyauterie lié à son vieillissement. Lors de la présente visite, l'Inspection a consulté la version du programme de contrôle en date du 4 juillet 2025, laquelle prévoit désormais la réalisation d'un contrôle des défauts de revêtement selon une périodicité de 120 mois. L'exploitant a indiqué que le premier contrôle est programmé pour le mois d'avril 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle de l'étanchéité de la tuyauterie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-II
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/01/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 04/07/2025
Prescription contrôlée : Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.
Constats : Lors de la précédente visite, l'Inspection avait constaté qu'aucun contrôle d'étanchéité n'était réalisé sur la tuyauterie de gaz naturel de diamètre nominal 150 et de pression de service 51 bar alimentant les installations depuis le poste Natran, ce constat étant valable pour l'ensemble des

tuyauteries de l'établissement.

Lors de la présente visite, l'Inspection a consulté le rapport de vérification d'absence de fuite, en date du 8 janvier 2026, réalisé par la société AT Conseil, lequel conclut à l'absence d'indice de fuite sur les tuyauteries de gaz naturel enterrées. En revanche, une fuite a été détectée sur une installation aérienne, au niveau d'un filtre du poste de détente Novacogé. L'exploitant a indiqué que cette fuite a fait l'objet d'une réparation immédiate. Le jour de la visite, l'Inspection a constaté la réalisation de cette réparation et n'a relevé aucune odeur de gaz à proximité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : État des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression

Prescription contrôlée :

[...]Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.[...]

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que le calorifuge du réchauffeur de gaz naturel de la TAG2 (numéro de fabrication 192/09, DN200, volume 88 litres, fabriqué en 2009 par T.S.M France, pression de service 51 bar) est dégradé. La laine minérale est exposée directement à l'atmosphère, entraînant un risque élevé de corrosion sous calorifuge. Un début de corrosion est déjà visible à l'interface entre la zone calorifugée et la zone non calorifugée. L'exploitant a déclaré le jour de la visite que la prochaine inspection périodique de cet équipement est prévu pour le 31 août 2026.

Par ailleurs, les émergences de sol des tuyauteries de gaz naturel enterrées sont soit non protégées, soit en mauvais état, soit posées dans le mauvais sens ou de manière inadaptée, présentant un risque de corrosion sous le revêtement en polyéthylène, malgré le contrôle effectué lors de la requalification de l'année précédente.

L'exploitant s'est engagé à modifier ses procédures afin de définir des critères d'acceptabilité pour les émergences (présence de la bande, conformité du montage, absence de décollement ou de déchirure, etc.) et à recourir à des entreprises certifiées CEFACOR pour la pose des revêtements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder au remplacement ou à la réparation du calorifuge endommagé du réchauffeur de gaz naturel TAG2 afin d'éliminer l'exposition de la laine minérale à l'atmosphère et de prévenir la corrosion sous calorifuge. Une inspection doit être réalisée immédiatement après la dépose du calorifuge pour s'assurer que le risque de corrosion sous calorifuge est maîtrisé. Le cas échéant, l'inspection périodique initialement prévue le 31 août 2026 devra être avancée pour vérifier l'intégrité de l'équipement.

L'exploitant doit corriger les émergences non protégées, dégradées ou mal posées afin de réduire le risque de corrosion sous le revêtement en polyéthylène. Une procédure écrite doit être élaborée en collaboration avec une personne compétente CEFACOR revêtement, définissant les critères d'acceptabilité pour les inspections réglementaires des tuyauteries (présence de la bande, conformité du montage, absence de décollement ou de déchirure, etc.). Toutes les interventions devront être réalisées par des entreprises certifiées CEFACOR revêtement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois